
Les élections en Algérie ou la quête des fondements

Rabeh Sebaa

Près de six ans après l'interruption des élections législatives du 26 décembre 1991, l'Algérie vient de renouer avec le processus électoral par la désignation du premier parlement pluraliste de son histoire, précédée par l'élection d'un Président de la République en novembre 1995 et d'un référendum de révision constitutionnelle en 1996. Trois années, trois scrutins, bientôt suivis par les municipales, elles-mêmes ayant pour aboutissement l'installation d'un Conseil d'Etat comme parachèvement de l'armature institutionnelle. Quels enseignements tirer?

Ce dernier scrutin montre d'abord, une participation moins élevée qu'aux présidentielles¹. Le taux enregistré aux législatives a été inférieur de 9% par rapport aux présidentielles soit 65,6% contre 74,92% (10,9 millions d'électeurs se sont exprimés contre 11,4 en 1995 aux présidentielles). Premier signe de lassitude face à une succession de scrutins qui n'ont pas sensiblement amélioré la situation socio-économique et qui sont loin d'être à la mesure des attentes exprimées. Ces élections ont cependant permis un resserrement du paysage politique, la mouvance islamise et le "pôle démocratique" également représenté par deux formations dont la particularité est d'exprimer leur parenté, plus par la distance que par la proximité.

Le Rassemblement National Démocratique, créé en mars 1997 pour assurer une base majoritaire au Président de la République, rafle le plus grand nombre de sièges (156 sur 380) et obtient avec l'ex-parti unique FLN (62 sièges) 5,2 millions de voix, c'est-à-dire plus de la moitié des suffrages exprimés. Le RND qui est issu du FLN est composé essentiellement d'anciens militants de celui-ci, ayant effectué leur carrière politique dans les structures organiques (kamas, cellules ou organisations de masse), complétée généralement par une fonction dans

Automne 1997

un appareil ou organisme d'Etat. C'est ainsi que la totalité des ministres présentés ainsi que la plupart des autres candidats sur les listes RND sont d'anciens militants du FLN dont ils ont retenu l'usage "bien maîtrisé" des appareils du système prouvant leur efficacité durant ces dernières élections en s'attendant principalement à réactiver les multiples leviers et en remettant en branle les mécanismes nébuleux d'anciennes alliances ethno-claniques. C'est d'ailleurs cette réactivation qui constitue le moyen fondamental mis à la base de la recherche d'une nouvelle légitimation institutionnelle et non une quelconque recherche de l'expression d'une reconnaissance légitimante d'une "société civile", qui s'est d'ailleurs cantonnée dans une observation réservée. Ce mode de réinvestissement des espaces institutionnels pose, au delà des aspects juridiques, le problème des fondements de cette légitimation tant recherchée à travers ce "processus démocratique" et qui constituerait la base fondatrice de la modernité en gestation. La modernité ne peut se présenter, comme le souligne à juste titre Claude Lefort, que sous la forme "*d'une société accueillant le conflit des opinions et le débat sur le droit mais également et surtout comme celle d'un pouvoir voué désormais à la quête de son fondement*"².

En quoi ces élections législatives ont-elles brisé les certitudes fondamentales? Et en quoi peut-on les considérer comme le début ou l'ouverture de la quête des fondements?

La "parlementarisation" de l'islamisme politique

La recomposition de la mouvance islamiste amorcée avec la dissolution du FIS et aggravée par les dissensions exacerbées entre les différents groupes et tendances sur le terrain³, s'est confirmée avec une relative stabilisation de son électorat derrière les deux partis légaux Mouvement de la Société pour la Paix (ex Hamas) et Nahda; avec une sensible remontée de ce dernier compte-tenu de la radicalité de son discours qui séduit la partie déterminée de l'ex-FIS. L'enseignement à tirer de ces élections législatives est que la mouvance islamiste, toutes tendances confondues, aura subi un recul par rapport à la fois aux élections présidentielles et aux législatives de 1991. L'ex-Hamas (MSP) et Nahda totalisent à eux deux, environ 2,5 millions de voix soit 472 000 voix de moins que le score obtenu par le candidat Nahnah et une baisse de 1,5 millions de voix par rapport au total des suffrages obtenus en 1991 avec le FIS compris.

Hamas avait obtenu, en 1991, 368 000 voix (1,5 millions en 1997 et 69 sièges) et Nahda avait obtenu 220 000 voix (952 000 en 1997 et 34 sièges). Malgré cette relative stabilisation forcée ou réelle, avec 103 sièges à l'Assemblée la mouvance islamiste représente à présent, la deuxième force politique du pays et un groupe parlementaire qui ne fait pas de la figuration. Le mouvement islamiste étant à présent "parlementairement" circonscrit, voire d'une certaine manière cerné, on

ne peut s'empêcher de se demander en quoi les contours électoraux et les résultats politiques matérialisés qui les accompagnent correspondent à la réalité phénoménologique de cette mouvance? En quoi entament-ils son ontogenèse? Et dans quelle mesure la "parlementarisation" de l'islamisme politique en Algérie peut-elle assurer ou garantir sa socialisation?

Quelle promesse démocratique?

Entre le marteau du pouvoir et l'enclume de la mouvance islamiste, la troisième tendance politique qui prétend incarner en Algérie le rêve démocratique (ses représentants s'auto-proclament démocrates) se trouve réduite à la portion congrue. Ces dernières élections ont permis de mesurer le degré d'enracinement du projet démocratique aussi bien à l'échelle de la société que dans la conscience politique de ses leaders. Si la réalité d'un projet social ou socio-politique ne peut en aucun cas se réduire ou se mesurer à ses résultats électoraux, il n'en demeure pas moins qu'ils constituent un moyen de lecture permettant la compréhension des mouvements contradictoires qui l'habitent et l'animent. La dispersion, au sens statistique du terme, des vellétés démocratisantes en Algérie, leur est beaucoup plus préjudiciable que toutes sortes d'entraves, par ailleurs réelles, émanant d'un pouvoir intrinsèquement conservateur, ou d'un islamisme irréductiblement traditionaliste. Parmi les partis dit démocratiques qui ont accepté de jouer ce jeu électoral, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) n'obtient que 4,5% soit 442 000 voix, donnant droit à 19 sièges, ce qui ne représente même pas la moitié des voix obtenues par le candidat Saïd Sadi aux présidentielles (1,06 million). Le Front des Forces Socialistes (FFS) desservi par les déclarations intempestives et les volte-face impromptues de son président vivant en Suisse a perdu 570 000 voix par rapport à 1991 et obtenu un siège de plus que le RCD c'est-à-dire 20. Quant à l'autre parti se réclamant de la mouvance démocratique, l'Alliance Nationale Républicaine de Réda Malek, il n'obtient aucun siège, disparaissant ainsi de la scène politique.

Mais au-delà des résultats électoraux et des comportements plus ou moins institutionnalisés des partis, c'est la reconduction des contenus instrumentaux de la démocratie en Algérie qui pose problème. La reconduction, par les uns ou par les autres, des contenus instrumentaux des registres démocratiques indique qu'il existe une démocratie des utilisateurs et non une "démocratie des usagers" au sens où l'entendait J. Godbout. L'utilisateur en Algérie est généralement le politique qui veut positiver son action grâce au discours sur la démocratie en général, sans s'inquiéter des rapports entre "*la justesse du général et la vérité du particulier*", selon le mot de J. Berque. Ce qui intéresse le "démocrate" algérien, c'est le vocabulaire démocratique qui, tout en se constituant en "registre" spécifique et différencié, se constitue

Automne 1997

également en barre de différenciation entre les visions, les croyances, les interprétations et ensuite entre les actions dans les domaines, social, politique, culturel voire moral. C'est ainsi que s'organisent en Algérie, autour du registre de la démocratie, l'adhésion et la contre-adhésion, l'appartenance et l'exclusion. Ce qui n'est pas "démocratique" donc moderne, ne peut être que médiéval, archaïque, obscurantiste... Autour du concept de démocratie comme centralité politique signifiante vont s'organiser de multiples groupes avec leurs notions spécifiques. Tout ce foisonnement de notions, se déployant souvent dans un tintamarre de bruyantes onomatopées, étouffe les bruissements du sens qui tendent à émerger d'une réalité trop souvent réduite à un réel politique, lui-même réduit à la configuration juridico-associative qui s'auto-proclame paysage de l'Algérie démocratique et multipartiste.

Nous sommes bien en présence d'une chosification du politique. D'une double chosification en fait, chosification à travers l'instrumentalisation du processus démocratique et chosification de la démocratie politique par le pullulement de groupements et de regroupements d'intérêts sous forme d'une assemblée prétendument pluripartiste.

Rabeh Sebaa est Professeur à l'Université d'Oran, Directeur de l'Unité de recherche en anthropologie maghrébine (URAM).

¹ Avec 5 768 170 abstentions (plus de la moitié des suffrages exprimés), le "parti du silence" est bel et bien le premier parti en Algérie.

² Claude Lefort *Essais sur le politique. XIXème et XXème siècle*, Seuil, Paris.

³ On consultera avec intérêt l'entretien avec Luis Martinez: *Terrorismes et violence politique*, in *Confluences-Méditerranée*, n°20, hiver 1996-1997.